
Recension : *Le Devoir et la crise d'Octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates*
Guy Lachapelle, 2020, Québec (Québec) : Presses de l'Université Laval, 300 pages

Cinquante ans après la crise d'Octobre, Guy Lachapelle et les Presses de l'Université Laval proposent une réédition de l'essai *Claude Ryan et la violence du pouvoir*, ouvrage originalement publié en 2005. Lachapelle est professeur au Département de science politique de l'Université Concordia. Ses recherches portent entre autres sur la politique québécoise. À ce chapitre, il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Le destin américain du Québec* (PUL, 2011) et *Le Bloc québécois : 20 ans au nom du Québec* (avec Marie-France Charbonneau, Richard Vézina Éditeur, 2010). Il a également participé à des ouvrages collectifs portant sur les questions de politiques publiques et la communication politique comme *Political parties in the digital age: the impact of new technologies in politics* (De Gruyter, 2015).

Bien que quinze ans aient passé depuis la première édition de cet ouvrage, le constat de la préface demeure valable : les générations qui ont suivi les années 1970 connaissent très peu la crise d'Octobre. Cet ouvrage veut donc rectifier cette situation en décortiquant la position éditoriale du journal *Le Devoir* et de son directeur Claude Ryan durant ces événements. Cet objectif se divise en deux questions distinctes. Tout d'abord, Lachapelle s'interroge sur la position idéologique du *Devoir* et ses différences par rapport aux autres quotidiens québécois et canadiens. Puis, en dénonçant l'application de la *Loi sur les mesures de guerre*, l'auteur se demande si *Le Devoir* a remis en question la légitimité de l'État canadien. Pour répondre à ses interrogations, l'auteur effectue une analyse contextuelle et quantitative de tous les textes éditoriaux et les blocs-notes (36 éditoriaux, 32 blocs-notes) du *Devoir* publiés entre le 5 octobre et le 29 décembre 1970. L'hypothèse de Guy Lachapelle est que l'équipe éditoriale du journal ont placé les intérêts du Québec au-dessus de leurs intérêts personnels et qu'ils ont remis en question l'abus de pouvoir de l'État canadien sans nier sa légitimité.

En développant le rôle qu'a joué *Le Devoir* durant la crise d'Octobre, l'ouvrage de Guy Lachapelle se distingue en démontrant l'importance démocratique de la presse indépendante. En effet, Claude Ryan et son équipe éditoriale se sont opposés à l'interventionnisme de l'État canadien lors de cette crise. Lachapelle expose cette position éditoriale au deuxième chapitre, soulignant que *Le Devoir* contestait l'application de la *Loi sur les mesures de guerre*. En effet, pour le quotidien, cette loi constituait une mesure excessive et créait un grave précédent en matière de libertés individuelles. L'auteur affirme que *Le Devoir* fut le seul journal à s'opposer à ces mesures d'exception au Québec. Ainsi, cet ouvrage réussit bien à illustrer la position singulière du *Devoir* comme défenseur des droits individuels des Québécois.es.

La réédition de l'ouvrage de Lachapelle contient également quelques nouvelles informations, notamment sur les rumeurs créées par le gouvernement fédéral à propos de Claude Ryan. En effet, des rumeurs sur la planification d'un coup d'État seraient nées à la suite de la déclaration commune signée par Ryan le 14 octobre 1970. Cette déclaration demandait au gouvernement québécois de négocier avec le Front de libération du Québec (FLQ) afin de libérer le diplomate britannique James Richard Cross et le ministre québécois Pierre Laporte, tous deux enlevés par les felquistes. Suivant cette proposition, le gouvernement fédéral aurait fait circuler des rumeurs concernant l'existence d'un gouvernement québécois parallèle « dans le but de montrer à l'ensemble des citoyens canadiens qu'il y avait bel et bien un état d'insurrection appréhendée au Québec et une érosion de la volonté populaire » (p. 17). Ces rumeurs sont ultérieurement devenues les motifs pour invoquer la *Loi sur les mesures de guerre*. Ainsi, cette réédition soutient que le gouvernement fédéral a imposé son programme politique à l'aide de fausses rumeurs.

Lachapelle réussit également à nuancer la position du *Devoir* en subdivisant la crise d'Octobre en plusieurs périodes distinctes. Bien que le journal se soit toujours porté à la défense des droits individuels des Québécois.es, les opinions prônées par ce quotidien ont évolué rapidement en deux mois. Par exemple, l'analyse du lexique des articles du *Devoir* a permis de constater que les felquistes étaient considérés par les journalistes comme des criminels jusqu'au 10 octobre 1970, jour de l'enlèvement de Laporte. Ils ont été qualifiés de terroristes par l'équipe du *Devoir* après cet événement. Cette division temporelle est également essentielle afin de bien saisir les différentes contradictions du discours du journal. En effet, *Le Devoir* endosse le *Public Order Temporary Measures Act* (projet de loi dit *Loi Turner*, adoptée en décembre 1970), alors qu'il avait dénoncé l'application de la *Loi sur les mesures de guerre*. Lachapelle illustre donc cette contradiction, mais explique que Ryan et son équipe n'ont jamais été contre l'intervention de l'armée à condition que cette décision soit prise par le gouvernement du Québec. Ainsi, l'auteur réussit à brosser un portrait détaillé de la position idéologique du *Devoir* à travers la crise.

Cependant, Lachapelle démontre peu la fluctuation de l'opinion publique envers *Le Devoir*. Bien qu'il affirme au premier chapitre que plus de la moitié des francophones soutenaient les propos du journal, l'auteur ne montre pas si ce pourcentage a été constant tout au long de son cadre temporel. Considérant que les Québécois.e.s favorisaient des mesures radicales avant le 16 octobre 1970, est-ce que les dénonciations des abus de pouvoir causés par la *Loi sur les mesures de guerre* dans le journal ont bien été reçues? Ainsi, la division temporelle proposée par Guy Lachapelle n'est pas utilisée à son plein potentiel; l'opinion québécoise n'est pas sondée à travers ses périodes distinctes.

En résumé, en cette période de commémoration où les documentaires et les baladodiffusions se concentrent majoritairement sur les felquistes, la réédition de l'ouvrage de Guy Lachapelle s'avère un outil essentiel afin de saisir le rôle du *Devoir* durant la crise d'Octobre. Non seulement ce livre rappelle que l'équipe de Ryan a plaidé en faveur des libertés individuelles des Québécois.es, il nous plonge également dans les causes et les aboutissements de cette crise à travers les articles du quotidien. Cet ouvrage illustre également la perspicacité de Ryan, qui avait

compris que les mesures violentes du gouvernement fédéral avaient pour but de miner l'affranchissement de la nation québécoise. *Le Devoir et la crise d'Octobre 1970* est donc un outil essentiel pour toute personne qui s'intéresse à la liberté de presse, à Claude Ryan, ou même aux répressions étatiques violentes lors d'une crise sociale.

Marc-Antoine Belzile
Département de sciences historiques
Université Laval
marc-antoine.belzile.1@ulaval.ca